

# Recensement fédéral des entreprises 1996, 2000 et 2005, secteur primaire

## Description des données GEOSTAT

---

### Table des matières

<b>Liste des caractères .....</b>	<b>3</b>
<b>Description des données .....</b>	<b>4</b>
<b>1 Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>2 Portée et jour de référence du recensement des entreprises .....</b>	<b>4</b>
<b>3 Conceptions et définitions des caractères relevés .....</b>	<b>4</b>
3.1 Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) .....	4
3.2 Définition des unités de relevé .....	5
3.3 Taille des établissements .....	6
3.4 Branche économique .....	6
3.5 Emplois .....	7
3.6 Taux d'occupation .....	7
<b>4 Géocodage .....</b>	<b>8</b>
4.1 Géocodage de l'emplacement de l'établissement .....	8
4.2 Point de référence des coordonnées du bâtiment .....	8
4.3 Cas particuliers .....	8
4.4 Hectares collectifs .....	9
<b>5 Restrictions quant à la remise des données .....</b>	<b>9</b>

Rédaction finale	Hans-Ulrich Zaugg	Version	1.2
Avec la collaboration de	Daniel Bohnenblust, Rainer Humbel	Date	20 août 2009
Nom du fichier	be-f-00.02-24-bzS1_NOGA-2002_V12.pdf		

# Brève vue d'ensemble

## Méthode de relevé / de saisie :

Relevé exhaustif fondé sur les données administratives collectées en application de l'ordonnance sur les paiements directs. Le relevé des domaines du secteur primaire non liés à la production agricole a été effectué dans le cadre du recensement des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire. Le géocodage des exploitations a été réalisé à l'aide du Registre des entreprises et des établissements (REE) et du Registre des bâtiments et des logements (RegBL).

## Années de relevé

1996, 2000, 2005.

Les données hectométriques 1996 et 2000 ont été harmonisées d'après l'édition 2002 de la NOGA, utilisée pour coder le recensement de 2005.

## Données géocodées

A chaque recensement, quelque 50 variables portant sur les établissements et les emplois (à plein temps ou à temps partiel) et les activités économiques selon la NOGA (Nomenclature générale des activités économiques) ont été agrégées à l'échelon de l'hectare ou sauvegardées sous forme de code de présence.

## Structure des données (géométrie) dans GEOSTAT :

Données se référant à des points (trame aux mailles de 100x100m).

GEOSTAT gère les données hectométriques des recensements des entreprises au moyen de banques de données relationnelles, dans lesquelles chaque hectare (maille identique dans chaque recensement) représente un enregistrement. Ces enregistrements sont diffusés sous la forme de fichiers texte (séparateur : point-virgule) comprenant les coordonnées de l'angle sud-ouest de l'hectare.

## Prochain recensement

2008

## Propriétaire des données

Office fédéral de la statistique

## Informations supplémentaires ou actualisées, accès aux données

<http://www.geostat.admin.ch>

## Mention des sources / des données de base

Recensement des entreprises (secteur primaire), XXXX [année], OFS GEOSTAT

## Liste des caractères

La liste des caractères figure dans des fichiers séparés (Excel et PDF).

# Description des données

## 1 Introduction

Le recensement des entreprises du secteur primaire (RE secteur 1) est un relevé structurel exhaustif qui porte sur l'ensemble des établissements et des emplois dans ce secteur. Les données collectées sont comparables avec celles des secteurs secondaire et tertiaire.

Des recensements des entreprises agricoles ont lieu depuis 1905. Depuis 1996, le RE secteur 1 est coordonné avec le relevé des structures agricoles. Ses résultats sont utilisés pour mettre à jour le Registre des entreprises et des établissements dans le secteur primaire.

Le géocodage du recensement de la population de 1990 ayant été un succès, il a été décidé de géocoder les données des établissements recensés à partir du RE95/96, pour répondre aux attentes des utilisateurs, qui souhaitent une meilleure souplesse d'exploitation et résolution spatiale des données. Nous disposons désormais sous forme géocodée des résultats des recensements des entreprises du secteur primaire pour les années 1996, 2000 et 2005.

## 2 Portée et jour de référence du recensement des entreprises

Le recensement des entreprises du secteur primaire porte sur l'ensemble des établissements de ce secteur. Il tient compte de toutes les unités statistiques de l'agriculture et de ses services annexes, de la chasse, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture. N'ont pas été pris en compte en revanche les établissements dans lesquels on a travaillé moins de 20 heures par semaine (activités non agricoles) ni les exploitations agricoles qui ne correspondaient pas aux normes minimales appliquées dans les statistiques de l'agriculture (voir aussi point 3.2.1).

- RE96 : toutes les informations relatives aux entreprises agricoles relevées dans le cadre du RE96 se rapportent au 2 mai 1996.
- Les établissements du secteur primaire qui n'exercent pas d'activité agricole (services annexes à l'agriculture, chasse, sylviculture, pêche, aquaculture) ont été recensés au 29 septembre 1995, dans le cadre du RE95.
- RE2000 : toutes les informations relevées dans le cadre du RE2000 ont pour jour de référence le 2 mai 2000.
- RE2005 : le 2 mai 2005 était le jour de référence du recensement des entreprises agricoles, le 30 septembre celui du recensement des autres entreprises du secteur primaire et des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire.

## 3 Conceptions et définitions des caractères relevés

### 3.1 Nomenclature générale des activités économiques (NOGA)

L'attribution de l'activité économique pour les données en question se fonde sur la version 2002 de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). Cette dernière repose sur la nomenclature des activités économiques de la Communauté européenne, la NACE Rév. 1.1, utilisée depuis 2002. Cette compatibilité permet de comparer les réalités socioéconomiques sur le plan international. La NOGA 2002 se subdivise en cinq niveaux hiérarchisés :

Hiérarchie:	Exemple:		Nombre total
<b>Section</b>	<b>D</b>	<b>Industries manufacturières</b>	17
<b>Sous-section</b>	<b>DJ</b>	<i>Métallurgie et travail des métaux</i>	31
Division	28	Travail des métaux	62
Groupe	28.5	Traitement et revêtement des métaux ; mécanique générale n.c.a (non classée ailleurs)	224
Classe	28.52	Mécanique générale n.c.a.	514
Genre	28.52B	Serrureries	724

Dans la NOGA 2002, les quatre premiers niveaux correspondent à la NACE Rév.1.1, tandis que le cinquième tient compte des spécificités suisses.

La subdivision classique entre les secteurs « agriculture, chasse, sylviculture, pêche et aquaculture », « industrie » et « services » résulte du regroupement des divisions suivantes :

Secteur	Divisions
1 Agriculture, chasse, sylviculture, pêche et aquaculture	01-05
2 Industrie	10-45
3 Services	50-93

Les données de base collectées lors des recensements fédéraux des entreprises de 1996 et de 2000 dans le secteur primaire, codées selon la NOGA 1995, ont été converties et harmonisées afin de correspondre à la NOGA 2002. Elles ont ensuite été retravaillées sur la base des caractères utilisés pour le recensement 2005 auprès des entreprises du primaire.

### 3.2 Définition des unités de relevé

#### 3.2.1 Exploitations agricoles

D'après la Nomenclature générale des activités économiques, les groupes 01.1 à 01.3 font partie du volet agricole du recensement, dans lequel l'unité statistique de l'établissement est constituée de l'exploitation agricole. Le terme d'exploitation agricole s'applique également aux exploitations de production horticole (01.12A), qui appartiennent au groupe Culture. Les activités principales des exploitations horticoles en question sont la culture maraîchère et la floriculture. Ne sont pas pris en compte, par contre, les services annexes à l'horticulture (code 01.41B de la NOGA).

Sont considérées comme exploitations agricoles (normes inchangées depuis 1996) celles qui répondent à **un** des critères suivants :

- 1 ha de surface agricole utile
- 30 ares de cultures spéciales (baies, légumes, herbes et plantes médicinales, cultures fruitières, vignobles)
- 10 ares de cultures protégées (serres sous toit, serres en tunnel, etc.)
- 8 (places pour) truies à l'engrais
- 80 (places pour) porcs à l'engrais
- 300 unités de volaille

### 3.2.2 Etablissements non agricoles

Font partie des établissements non agricoles du secteur primaire, selon la Nomenclature générale des activités économiques, ceux appartenant aux groupes 01.4 à 05.0. Un établissement est une unité topographiquement distincte qui produit des biens ou fournit des services de toute nature, pendant au moins 20 heures par semaine, que cette activité soit rémunérée ou non. L'établissement peut être formé de bâtiments (ou de parties de bâtiment), de terrains ou de toute autre unité locale clairement délimités.

Un établissement est une partie d'une unité institutionnelle telle qu'une entreprise marchande (la plus petite entité juridique exerçant une ou plusieurs activités économiques). Si l'unité institutionnelle se compose d'une unique unité locale, l'unité institutionnelle et l'établissement correspondent parfaitement.

Les éléments décentralisés d'une unité institutionnelle (par ex. les dépôts, les établissements auxiliaires, les bureaux, les services administratifs situés dans une autre commune) sont chacun considérés comme un établissement séparé, à condition que l'on y travaille au moins 20 heures par semaine.

En revanche, tous les établissements d'une même unité institutionnelle situés dans la même commune, séparés uniquement par une route, une voie ferrée, une rivière, etc. sont considérés comme une unité locale et, par conséquent, comme un seul établissement. Les établissements appartenant à différentes unités institutionnelles qui sont situés sur un même terrain sont saisis séparément.

Les détenteurs d'un point de vente, d'un stand, etc. rattaché à un emplacement précis, que celui-ci soit ou non doté de constructions, doivent également compléter un questionnaire. C'est également le cas des indépendants qui effectuent une activité itinérante (représentant, jardinier, paysagiste, etc.). Dans ce cas, c'est le domicile de l'entrepreneur qui doit être indiqué.

### 3.3 Taille des établissements

La répartition des établissements en fonction de leur taille se fonde sur le critère du « nombre d'équivalents plein temps ». Les classes suivantes ont été choisies pour le secteur primaire afin d'assurer une comparabilité internationale la plus complète possible : **0-1, 2-3, 4-5, 6+.**

### 3.4 Branche économique

Pour pouvoir attribuer un établissement ou une exploitation agricole à une position de la Nomenclature générale des activités économiques, il faut au préalable en déterminer l'activité principale.

**Activité non agricole :** lors du recensement des entreprises du secteur primaire, il s'agissait de l'activité qui nécessitait le plus de personnel (selon la déclaration de l'établissement).

**Activité agricole :** la répartition ne se fait pas d'après la déclaration de l'établissement, mais en fonction de la part de la marge brute standard (MBS). La MBS correspond à la différence entre la valeur monétaire de la production d'un ou de plusieurs produits et le coût de production lié à sa fabrication. Une MBS par unité de surface ou par animal est définie pour chaque catégorie de produit. Pour que l'on attribue l'entreprise aux établissements spécialisés (groupes 01.1 et 01.2), il faut qu'au moins 2/3 de la MBS de toute l'entreprise provienne d'une production principale (culture, élevage porcin, etc.).

Le calcul de la MBS a été établi pour différentes cultures, espèces ou catégories d'animaux par la station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles, d'après des directives de l'UE. Contrairement aux pratiques de l'UE, le calcul de la MBS s'est effectué de manière homogène au niveau suisse, sans tenir compte des spécificités régionales.

### 3.5 Emplois

Ont été retenues toutes les personnes employées, le jour de référence, dans un établissement pris en considération dans le recensement et travaillant au moins 6 heures par semaine, que leur activité ait été rémunérée ou non. Les propriétaires et les collaborateurs familiaux travaillant au moins 6 heures par semaine comptaient également au nombre de ces personnes. Cette restriction a permis d'éviter que les personnes occupées à titre accessoire dans une association, une fondation, une coopérative, un syndicat, un parti politique, un service public, etc. ainsi que les concierges et le personnel de nettoyage occupés à titre secondaire soient eux aussi pris en compte, ce qui aurait rendu le recensement pratiquement impossible.

Ont été considérées comme personnes actives occupées les propriétaires, gérants, directeurs, indépendants, employés et salariés, apprentis, auxiliaires, personnes travaillant à l'extérieur (monteurs, chauffeurs, représentants) ainsi que les volontaires et les collaborateurs familiaux. Les personnes absentes de l'établissement le jour du recensement ont également été prises en compte.

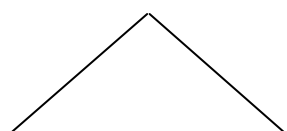
Les pensionnaires de homes, de maisons d'éducation au travail, etc. n'ont pas été considérées comme des personnes actives occupées. Les intérimaires (autrement dit les personnes engagées temporairement par l'intermédiaire d'un bureau de placement) ont été recensés dans l'établissement où ils travaillaient effectivement, et non dans celui qui les a placés.

### 3.6 Taux d'occupation

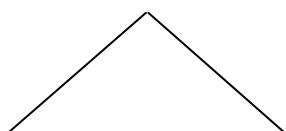
Le taux d'occupation se mesure à la durée hebdomadaire du travail effectué par la majorité des personnes occupées à plein temps.

Les catégories suivantes ont été retenues :

**Nombre total des emplois dans l'agriculture (NOGA, groupes 01.1 – 01.3):**

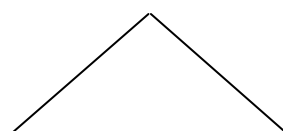


**Plein temps (PT)**    Temps partiel (TP)  
( $\geq 75\%$ )

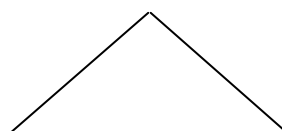


Temps partiel 1 (TP1)    Temps partiel 2 (TP2)  
( $50\% \leq TP1 < 75\%$ )    ( $< 50\%$ )

**Autres emplois du secteur primaire (NOGA, groupes 01.4 – 05.0):**



**Plein temps (PT)**    Temps partiel (TP)  
( $\geq 90\%$ )



Temps partiel 1 (TZ1)    Temps partiel 2 (TP2)  
( $50\% \leq TP1 < 90\%$ )    ( $< 50\%$ )

## 4 Géocodage

### 4.1 Géocodage de l'emplacement de l'établissement

L'emplacement de chaque établissement recensé depuis 1995 a été géocodé. Il s'agit-là de la plus petite unité du RE, identifiée par un numéro REE univoque (*REE* = *Registre des entreprises et des établissements*). Pour le géocodage, chaque établissement a été rattaché au bâtiment situé à l'adresse correspondante dans le *Registre fédéral des bâtiments et des logements* (RegBL), mis en place lors du recensement de la population 2000. Il est donc possible de relier l'établissement aux coordonnées du bâtiment telles qu'elles figurent dans le RegBL.

Un bâtiment est une construction durable, solidement ancrée dans le sol, et qui est utilisée pour l'habitat, le travail, la formation, la culture ou le sport.

Dans les cas de maisons contiguës jumelles, en rangée ou en groupe, chaque bâtiment disposant d'une propre entrée et séparé des autres par un mur mitoyen allant au moins du rez-de-chaussée jusqu'au toit est considéré comme indépendant.

Les maisons contiguës sont classées selon le critère du « mur mitoyen », d'après les normes et les recommandations internationales pertinentes (EUROSTAT, ONU, etc.).

Ce critère permet ainsi de différencier les bâtiments de manière uniforme, d'après un unique critère de construction. A noter toutefois que le parc immobilier déterminé selon le critère du mur mitoyen, s'il correspond dans une large mesure à celui délimité par les parcelles (cadastre) ou par les adresses des bâtiments (poste), ne recouvre pas exactement ces derniers.

### 4.2 Point de référence des coordonnées du bâtiment

Le point de référence géographique correspond en principe au milieu de la surface au sol du bâtiment. Si celle-ci est d'une forme particulière (angle, fer à cheval, etc.), on s'assurera que le point de référence fait bien partie de la surface au sol du bâtiment.

Si les coordonnées X/Y proviennent de la mensuration officielle (MO93), la position du numéro du bâtiment dans le plan cadastral numérique tient lieu de point de référence géographique.

Dans certains cas, la position du numéro de bâtiment est remplacée par la position du numéro de l'entrée principale.

Les coordonnées sont définies dans le cadre de référence national.

### 4.3 Cas particuliers

*Complexes industriels occupant une surface importante et comprenant plusieurs bâtiments séparés représentant un seul établissement*

Le centre de la coupe horizontale du bâtiment dans lequel se trouve la direction de l'établissement ou des ateliers (directeur, chef d'atelier, etc.) forme le point de référence géographique de l'emplacement de l'établissement.

*Exploitations agricoles formées de plusieurs ruraux (avec ou sans partie habitée)*

Le centre de la coupe horizontale du bâtiment dans lequel habite l'exploitant forme le point de référence géographique de l'emplacement de l'entreprise.

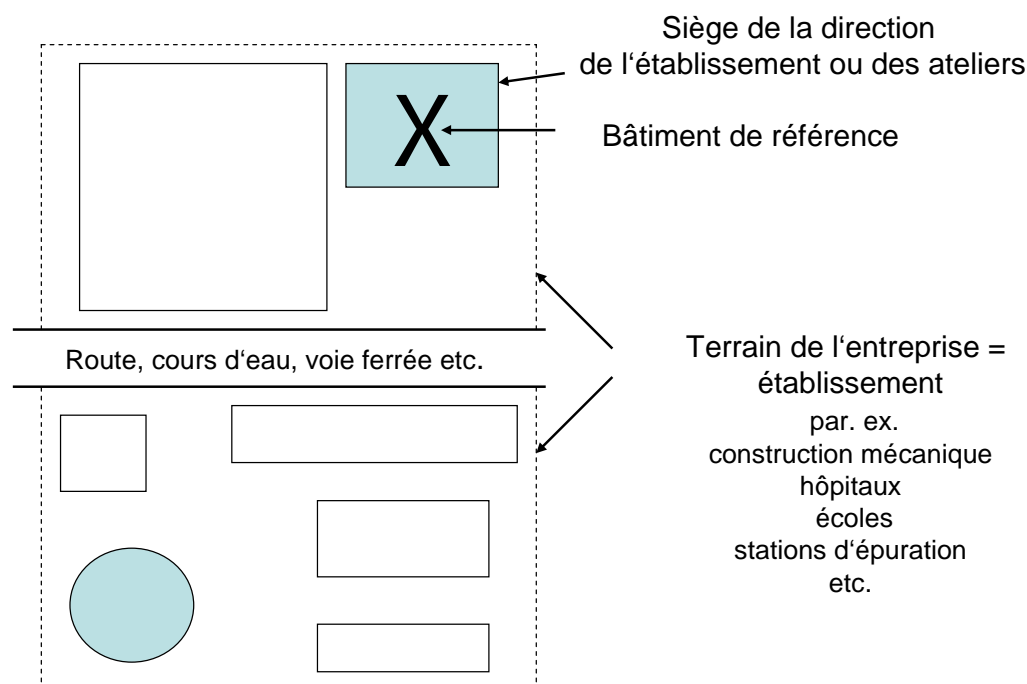
*Exploitations agricoles dont l'exploitant n'habite pas dans la commune où l'entreprise est située*

Le centre de la coupe horizontale du rural présentant la surface la plus vaste forme le point de référence géographique de l'emplacement de l'entreprise (étable, grange, remise, etc.).



*Etablissements dont l'activité économique n'est pas liée à un emplacement géographique précis (entreprise de jardinage par exemple)*

Le centre de la coupe horizontale du bâtiment dans lequel se trouve la direction de l'établissement ou des ateliers (directeur, chef d'atelier, etc.) forme le point de référence géographique de l'emplacement de l'établissement. En l'absence d'un tel centre, le point de référence géographique est placé au domicile du propriétaire de l'établissement (courtier d'assurances p. ex.).



#### 4.4 Hectares collectifs

Les établissements qui, pour différentes raisons, n'ont pas pu être localisés et, donc, géocodés, sont attribués à un « hectare collectif » correspondant au centre (principal) de la localité où ils se situent d'après le Registre des entreprises et des établissements.

Dans le domaine agricole, toutes les exploitations viticoles qui ne correspondaient pas à un bâtiment en particulier se sont vu attribuer les coordonnées centrales de la localité. Sont principalement concernées des exploitations viticoles situées dans les cantons de Vaud, du Valais et du Tessin. On a également attribué des coordonnées centrales aux exploitations appartenant aux domaines de la chasse, de la sylviculture et de la pêche qu'il n'a pas été possible de localiser précisément.

## 5 Restrictions quant à la remise des données

Pour des raisons de protection des données, le recensement des entreprises est soumis à certaines restrictions quant à la remise des données et à la représentation cartographique à l'échelle hectométrique. Ainsi, les valeurs absolues 1 à 3 ne doivent en aucun cas apparaître dans les exploitations standard ; elles sont regroupées dans une classe à laquelle on attribue la valeur « 3 ». Dans des cas fondés, des données non classées peuvent cependant être remises à des fins statistiques, de recherche et de planification, après conclusion d'un contrat garantissant la protection des données.